

Grand angle



Des migrants arrivent à la gare centrale de Munich, le 6 septembre 2015, après avoir traversé la frontière autrichienne. Crédit : Imago

Pic migratoire de 2015, dix ans après (4/5) : retour à Munich, entre engagement citoyen et pression politique

Par [Natasha Mellersh](#)

Il y a 10 ans, le corps d'un enfant syrien est retrouvé inanimé sur une plage turque alors qu'il tentait d'atteindre la Grèce sur une embarcation de fortune. L'image du petit Aylan Kurdi fait alors le tour du monde et relance le débat sur l'accueil des migrants en Europe au moment où des milliers de Syriens fuient la guerre. Une décennie plus tard, InfoMigrants est retourné dans les endroits marqués par cet afflux migratoire sans précédent. Retour à Munich qui avait ouvert grand ses portes aux exilés, en 2015. Aujourd'hui, les habitants et réfugiés de la ville allemande continuent toujours de réfléchir au sens de la doctrine d'accueil "Nous pouvons y arriver", prononcée en 2015 par Angela Merkel.

Natasha Mellersh, envoyée spéciale à Munich

Par une fraîche matinée d'automne, les quais de la gare centrale de Munich sont bondés de travailleurs et de touristes. Tasse de café à la main, ils se pressent devant les portes vitrées où, il y a dix ans, des centaines de bénévoles attendaient avec de la nourriture et des vêtements. En septembre 2015, alors que des milliers d'exilés arrivent d'Autriche, la ville de Munich devient le symbole de l'ouverture de l'Allemagne - et le monde entier retiendra l'image des bénévoles et des forces de sécurité accueillant des familles épuisées à la descente des trains.

À cette époque, les initiatives face à ces centaines de milliers d'arrivées n'étaient pas menées par les institutions, mais par des citoyens ordinaires. À travers toute la Bavière, se sont formés des "Helferkreise", des groupes locaux de bénévoles qui accompagnaient les nouveaux arrivants pour trouver un logement, des vêtements et des cours d'allemand. Certains allant même jusqu'à quitter leur emploi ou réduire leurs heures de travail pour poursuivre cet effort de solidarité.



Des centaines de bénévoles apportent de la nourriture, de l'eau et des vêtements à la gare de Francfort pour aider les réfugiés arrivant depuis Munich, le 5 septembre 2015. Crédit : Imago

Une décennie plus tard, les banderoles de bienvenue ont disparu, les caméras des chaînes télévisées ont quitté les lieux et les personnes qui sont restées font désormais partie du quotidien tranquille de la ville.

La promesse de [l'Allemagne de 2015 "Wir schaffen das"](#) – "Nous pouvons y arriver" –, prononcée par la chancelière de l'époque Angela Merkel, n'a jamais été une simple question de chiffres ou de frontières. Mais plutôt d'une société devant décider si la compassion peut survivre au poids de la bureaucratie et de la politique. À Munich, cette question est encore mise à l'épreuve chaque jour.

A lire aussi

[L'été 2015, un tournant dans la politique migratoire allemande](#)

Nanette Nadolski, membre du "Helferkreis" à Weichs, près de Munich, qui soutient les exilés en Bavière depuis 2015, travaille désormais en ressentant presque constamment de la frustration. "Les gens attendent près de six mois juste pour renouveler leur permis de séjour", souffle-t-elle. "Ils obtiennent un document temporaire qui leur permet de continuer à travailler, mais il ne comporte ni nom, ni date de naissance, ni aucune information permettant d'identifier la personne. Donc les employeurs voient cela et disent : 'Je ne prendrai pas ce risque.'"

Ce qui avait commencé comme une réponse d'urgence à une situation migratoire inédite s'est transformé en routine administrative, explique-t-elle. "Ça décourage les gens", ajoute Nanette Nadolski. "Et ça décourage aussi les entreprises."

"Les gens sacrifiaient leurs soirées pour aider"

La lourdeur bureaucratique a également affecté les bénévoles impliqués dans l'accueil. En 2015, les bénévoles et ONG sont intervenus, là où les institutions étaient en difficulté. Les premiers mois "ont montré ce qu'une communauté peut accomplir quand la politique est à la traîne", estime Jana Weidhaase, du Conseil bavarois pour les réfugiés.

"Les gens sacrifiaient leurs soirées et leurs week-ends pour aider", se remémore-t-elle. "Mais avec le temps, la bureaucratie a pris le dessus. Le processus est devenu plus compliqué au lieu de se simplifier."

En conséquence, le Conseil bavarois pour les réfugiés consacre désormais une grande partie de son temps à lutter [contre l'expulsion des exilés](#) ayant suivi une formation ou ayant trouvé un emploi.

Pourtant, au début, le système marchait plutôt bien. "Nous avons réalisé qu'il était logique d'intégrer les gens dans le monde du travail et de la formation", ponctue Nanette Nadolski. "Pendant un certain temps, cela a étonnamment bien fonctionné." Mais avec le durcissement des règles, bon nombre de ces progrès ont ralenti ou ont été annulés.

Une fracture politique

En effet, selon le ministre de l'Intérieur de Bavière, Joachim Herrmann, l'approche de l'État reste guidée par deux priorités : la sécurité et l'ordre. "Nous devons maintenir la confiance de la population", déclare-t-il à InfoMigrants. "Cela signifie appliquer la loi de manière cohérente, y compris en procédant à des expulsions lorsque les personnes n'ont pas le droit légal de rester sur le territoire."

Selon [les chiffres de l'Office d'État pour l'asile et les retours](#) (LfAR) de Bavière, les expulsions dans cet État du sud-est de l'Allemagne ont augmenté de plus de 27% en 2024, atteignant 3 010 personnes. L'agence enregistre aussi un nombre record de 14 757 "retours volontaires", soit environ 26% de plus que l'année précédente. Pour le président du LfAR, Axel Ströhlein, cette augmentation reflète "une coopération étroite et efficace entre toutes les autorités concernées". En outre, il souligne que les expulsions continuent de concerner principalement les délinquants condamnés et les personnes classées comme présentant un risque pour la sécurité du pays.

Au niveau national, les expulsions ont également augmenté. Un rapport récent de l'ONG Diakonie révèle que plus de 20 000 personnes ont été expulsées d'Allemagne en 2024, contre environ 13 000 en 2022.



Selon la police allemande, plus de 10 000 migrants ont atteint la gare de Munich entre le 5 et 6 septembre 2015, à bord de trains spécialement affrétés. Crédit : Imago

Dans le même temps, des grandes entreprises ont alerté dernièrement quant à l'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre en Bavière. Un [rapport publié en 2025](#) par la Chambre de commerce et d'industrie bavaroise (BIHK) révèle qu'il manque actuellement environ 160 000 travailleurs dans tout l'État, un chiffre qui devrait passer à plus de 220 000 d'ici 2028. L'étude, réalisée par l'Institut économique allemand (IW Köln), a estimé la perte économique annuelle à 24 milliards d'euros. Pour le directeur de la BIHK, Manfred Gössl, la migration joue désormais un "rôle décisif" dans le maintien de la main-d'œuvre en Bavière.

De nombreux réfugiés qui ont commencé un apprentissage après 2015 occupent désormais certains de ces postes en tension, mais l'incertitude sur leur avenir plane en permanence. "Les personnes qui ont un emploi ou une offre de formation peuvent être expulsées", indique Nanette Nadolski. "Et en même temps, le gouvernement affirme que nous avons besoin de travailleurs étrangers. Ça n'a aucun sens", déplore-t-elle.

"Il doit y avoir une limite"

Joachim Herrmann souligne que "la majorité des demandeurs d'asile vivent ici paisiblement", mais insiste sur le fait que les citoyens "s'attendent à ce que les règles s'appliquent à tout le monde".

Pour lui, le nombre de réfugiés en Allemagne reste "trop élevé" et les municipalités sont "soumises à une pression considérable". "Nous avons atteint un point où nous ne pouvons plus continuer à en accueillir davantage", assure le ministre de l'Intérieur de Bavière. "Il doit y avoir une limite, et nous devons veiller à ce que ceux qui n'ont pas le droit de rester quittent le pays."

A lire aussi

[2015-2025, le bilan de dix années d'intégration des réfugiés en Allemagne](#)

Ce discours trouve un écho auprès d'une partie de l'électorat allemand, mais contraste avec l'expérience quotidienne de nombreuses initiatives locales. Beaucoup de bénévoles engagés sur le terrain sont en désaccord avec ce discours. Nanette Nadolski réfute par exemple l'idée selon laquelle la Bavière serait débordée. "Nous n'avons pas accueilli de nouveaux arrivants depuis plus d'un an", lâche-t-elle. "Et pourtant, les personnalités politiques continuent de parler de surcharge. Ce n'est simplement pas vrai."



Oda Fuser et son mari Jürgen Fuser sont tous les deux bénévoles auprès des exilés. Crédit : Natasha Mellersh / InfoMigrants

Un avis partagé par Oda Fuser, du "Helferkreis" à Haimhausen, une petite commune située juste à l'extérieur de Munich, qui s'inquiète de [l'influence que peut avoir ce genre de propos](#) sur la perception de la population. "Les gens entendent ça et commencent à y croire", dénonce-t-elle. "Mais quand on regarde autour de soi, on voit qu'il y a du travail, qu'il y a des logements, et que la plupart des personnes qui sont arrivées ici il y a des années travaillent ou suivent une formation. La peur ne correspond pas à la réalité de nos situations."

Oda reconnaît que si l'engagement civique auprès des migrants reste fort, l'opinion publique a bien changé. "À l'époque, tout le monde apportait son aide", se souvient-elle. "Aujourd'hui, beaucoup de gens continuent à le faire, mais ils sont fatigués. Ils ont peur pour leur sécurité,

ils ont peur des coûts. Pourtant, Munich et la Bavière sont des endroits très sûrs. Les gens l'oublient."

Une ville transformée

Une décennie plus tard, Munich a considérablement changé. L'arabe, le dari et l'ukrainien se mêlent aux dialectes bavarois dans les marchés et les cours de récréation. Pour certains habitants, cette diversité est naturelle ; pour d'autres, elle est déstabilisante. "On sent la tension", regrette Oda Füser. "Mais on voit aussi que la vie a continué. Les enfants arrivés en 2015 terminent aujourd'hui leur scolarité, parlent couramment l'allemand et prévoient de faire un apprentissage. Ils font partie de Munich, maintenant."

Uday Alturk, est l'un de ces réfugiés. Arrivé de Homs, [en Syrie](#), en 2014, il travaille aujourd'hui comme moniteur d'auto-école et a récemment obtenu la nationalité allemande. "Quand j'ai vu la ville pour la première fois depuis l'avion, tout m'a semblé si vert et si bien organisé", se souvient-il. "Au début, mes amis me manquaient, mais ma famille était là. Et la famille, c'est chez moi." Uday Alturk apprend l'allemand grâce à des vidéos YouTube et en jouant au football avec des personnes qu'il a rencontrées dans son quartier à Munich.



Uday Alturk jouant du piano. L'homme d'origine syrienne et désormais citoyen allemand est arrivé quand il était encore mineur en 2014 avec sa famille. Crédit : Natasha Mellersh / InfoMigrants

Plus tard, il rejoint une chorale qui se produit dans la ville, puis dans tout le pays. "Grâce à la musique et au sport, j'ai rencontré des gens", confie-t-il. "Maintenant, je me sens complètement chez moi."

Uday Alturk prévoit d'ouvrir bientôt sa propre auto-école. Il a aussi créé une communauté sur TikTok, où il partage de courtes vidéos avec des conseils et des astuces de conduite pour les apprentis conducteurs. "Nous travaillons, nous contribuons, nous payons des impôts", assène Uday Alturk avec un sourire. "C'est ça, l'intégration, ou peu importe comment vous voulez l'appeler."

L'Allemagne a naturalisé près de 292 000 personnes en 2024, le nombre le plus élevé jamais enregistré - dont beaucoup de Syriens arrivés lors des mouvements migratoires de 2015.

Entre vie quotidienne et politique

En Bavière, le discours politique s'est durci. Mais, dans la vie quotidienne, la cohabitation à Munich se poursuit sans conflits. Les cafés et les brasseries en plein air du centre-ville emploient du personnel originaire de Syrie, d'Ukraine, d'Afghanistan et d'autres pays non-européens. Dans les écoles, des programmes linguistiques spéciaux et des "classes d'accueil"

dédiées aident les enfants à s'adapter au programme scolaire et à trouver leur place parmi leurs camarades allemands.

Au cœur de la ville, le centre culturel Bellevue di Monaco organise par exemple des échanges linguistiques, des ateliers, ainsi que toute une gamme d'activités sportives sur le toit du bâtiment pour les habitants et les réfugiés, avec une vue spectaculaire sur la ville.

"Munich se porte bien", glisse Nanette Nadolski. "Mais Munich ne représente pas toute la Bavière. Dans les petites villes, c'est différent." Aussi, le contraste entre la politique officielle et la pratique au niveau local est frappant. Le gouvernement bavarois met l'accent sur la discipline, tandis que ses citoyens font souvent preuve de pragmatisme. "Munich a trouvé sa propre voie. Les gens ont apporté leur aide parce qu'ils ne pouvaient pas imaginer ne rien faire", souligne Oda Füsler.

À la tombée de la nuit, les tramways roulent devant la gare centrale, transportant les employés de bureau et les étudiants sortis pour la soirée. Rien ne laisse deviner les bouleversements qui ont eu lieu ici dix ans plus tôt.

Mais l'héritage de 2015 perdure à travers d'innombrables petites interactions : un repas partagé, un échange linguistique, un match de football. Dix ans plus tard, l'histoire de Munich s'illustre moins par les arrivées que par les efforts qui ont suivi. Elle tient du travail lent et fastidieux de personnes qui ont continué à apporter leur aide, et d'une ville qui, malgré la fatigue et les contradictions, n'a jamais vraiment renoncé à sa promesse.